

ASSEMBLEE
GENERALE

ONZIEME SESSION

Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 718e

SEANCE

Vendredi 21 décembre 1956,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 31 de l'ordre du jour :

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de
l'homme (*suite*)Article 7 du projet de pacte relatif aux droits écono-
miques, sociaux et culturels (*suite*)..... 189**Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).**

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.538, A/C.3/L.542/Rev.1, A/C.3/L.543, A/C.3/L.544, A/C.3/L.545/Rev.1, A/C.3/L.546 à 551) [suite]

ARTICLE 7 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [*suite*]

1. Le PRÉSIDENT propose que, pour voter sur l'article 7 du projet de pacte (E/2573, annexe I, A) et sur les divers amendements dont il fait l'objet, la Commission suive l'ordre qu'il a indiqué dans sa note (A/C.3/L.551).

Il en est ainsi décidé.

2. En réponse à des questions de M. PAZHWAK (Afghanistan), M. METALL (Organisation internationale du Travail) dit que, dans le texte anglais de la Constitution de l'OIT, on trouve les termes *workers* et *work-people*, et dans le texte français le terme "travailleurs". *Workers* et "travailleurs" sont employés dans toutes les conventions et recommandations de l'OIT chaque fois qu'un terme général est nécessaire; ce n'est que lorsque l'OIT veut désigner un groupe particulier qu'elle se sert d'expressions comme "travailleurs de l'industrie". Par conséquent, il est d'usage à l'OIT d'employer le mot "travailleurs" dans un sens très large. Les travailleurs de toutes catégories, y compris les travailleurs agricoles, les pêcheurs et les travailleurs de l'industrie, sont représentés dans le groupe de travailleurs qui entre dans le système tripartite de l'OIT.

3. M. EUSTATHIADES (Grèce) suggère que, pour dissiper les craintes du représentant de l'Afghanistan quant à une interprétation restrictive du mot "travailleurs", qui figure à l'article 7, où, comme dans d'autres instruments internationaux, il est employé dans son sens large, la Commission adopte une résolution précisant que ce terme est employé, en l'occurrence, dans son sens le plus large et qu'il doit être traduit de cette façon dans les langues des Etats Membres dans les-

quelles la traduction littérale du mot "travailleur" donne à ce terme un sens restrictif.

4. M. PAZHWAK (Afghanistan) remercie le représentant de la Grèce et déclare qu'il se contentera de moins. Il retirera son amendement (A/C.3/L.542/Rev.1) si, dans le cas où le texte définitif contiendrait le mot "travailleurs", la Commission fait figurer dans son rapport sur le point 31 de l'ordre du jour une déclaration dans le sens de la proposition du représentant de la Grèce.

Il en est ainsi décidé.

5. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne pense pas que l'on puisse voter séparément, d'abord sur le début de l'article 7 jusqu'aux mots "conditions de travail justes et favorables" inclusivement, puis sur les mots "y compris", comme la représentante du Canada l'a demandé. En effet, si la Commission rejetait les mots "y compris", elle rejette-rait en fait le reste de l'article sans l'avoir mis aux voix. Il croit comprendre que la représentante du Canada a demandé un vote par division parce qu'elle est opposée à certains des amendements dont le texte fait l'objet, mais elle pourra marquer son opposition en votant simplement contre les amendements en question.

6. Mme SHIPLEY (Canada) dit que la délégation canadienne avait demandé un vote distinct sur le membre de phrase "les Etats parties au Pacte reconnaissent le droit de toute personne à des conditions de travail justes et favorables", qui figure au début de l'article 7, parce qu'elle aurait souhaité que le compte rendu puisse faire état d'un vote positif sur ce membre de phrase. Toutefois, vu les difficultés de procédure, elle retire sa demande.

7. M. EUSTATHIADES (Grèce), parlant également au nom du représentant de l'Uruguay, déclare qu'il a supprimé le membre de phrase "dûment respectant la liberté morale et civique de sa conscience" au point 1, c, des amendements révisés de la Grèce et de l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1). Le texte proposé au point 1, c, doit donc se lire désormais comme suit: remplacer les mots "y compris" par "qui assurent notamment".

8. M. Eustathiades indique aussi à la Commission que le point 4 des amendements révisés doit être modifié comme suit: placer l'alinéa b, ii, à la fin de l'article, en ajoutant les mots "conformément aux dispositions du présent Pacte".

9. Le PRÉSIDENT invite la Commission à passer au vote.

10. Il met aux voix le point 1, a, des amendements présentés par la Grèce et l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1).

Par 41 voix contre zéro, avec 17 abstentions, le point 1, a, est adopté.

11. Le PRÉSIDENT met aux voix le point 1, b, des amendements.

Par 36 voix contre 4, avec 20 abstentions, le point 1, b, est adopté.

12. Le PRESIDENT met aux voix le point 1, c, des amendements, tel qu'il a été modifié, les mots "y compris" étant remplacés par les mots "qui assurent notamment".

Par 31 voix contre 17, avec 12 abstentions, le point 1, c, ainsi modifié, est adopté.

13. Mme KOWALIKOWA (Pologne) retire son amendement (A/C.3/L.532, point 2).

14. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe liminaire de l'article 7, tel qu'il a été modifié.

Par 39 voix contre 2, avec 17 abstentions, le paragraphe ainsi modifié est adopté.

15. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur la suppression des mots "La rémunération qui assure, au minimum, à tous les travailleurs", au début de l'alinéa b de l'article 7, comme il l'a proposé dans sa note (A/C.3/L.551). Cette procédure satisfait à la demande de division que le représentant du Venezuela a présentée pour ce membre de phrase.

16. M. PAZHWAQ (Afghanistan) estime qu'il faut mettre aux voix d'abord le point 2 des amendements présentés par la Grèce et l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1), car il serait contraire au règlement intérieur de l'Assemblée générale de voter sur le texte original avant de se prononcer sur les amendements qui y ont trait.

17. M. MUFTI (Syrie) partage l'opinion du représentant de l'Afghanistan.

18. Après un échange de vues, le PRESIDENT décide que la Commission doit se prononcer sur la suppression des mots "La rémunération qui assure, au minimum, à tous les travailleurs", qui découle implicitement du point 2 des amendements présentés par la Grèce et l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1).

A la demande du représentant du Venezuela, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Maroc, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Uruguay, Afghanistan, Grèce.

Votent contre: Pays-Bas, Norvège, Pakistan, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Suède, Syrie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela, Yougoslavie, Albanie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Egypte, Ethiopie, Finlande, Guatemala, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Mexique.

S'abstiennent: Népal, Nouvelle-Zélande, Pérou, Soudan, Thaïlande, Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Argentine, Australie, Bolivie, Canada, Equateur, France, Iran, Irlande, Italie, Japon, Libéria.

Par 40 voix contre 3, avec 18 abstentions, l'amendement est rejeté.

19. Le PRESIDENT met aux voix les mots "au minimum" qui figurent dans cette même phrase.

Par 47 voix contre 4, avec 9 abstentions, ces mots sont adoptés.

20. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur le sous-amendement de la République Dominicaine (A/C.3/L.548) au point 2 des amende-

ments présentés par la Grèce et l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1).

21. M. PAZHWAQ (Afghanistan) propose que la Commission vote par division, d'abord sur les mots "sans distinction" qui figurent dans le sous-amendement de la République Dominicaine (A/C.3/L.548), puis sur le reste du sous-amendement.

22. M. MUFTI (Syrie) appuie cette proposition.

23. Après un échange de vues, Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) fait ressortir que son texte est indivisible, et demande instamment aux représentants de l'Afghanistan et de la Syrie de retirer leur proposition.

24. M. PAZHWAQ (Afghanistan) et M. MUFTI (Syrie) retirent leur proposition.

25. M. GOMEZ ROBLEDO (Mexique) déclare que, comme il veut voter pour le texte original, il ne pourra pas voter pour le sous-amendement de la République Dominicaine, mais son vote ne devra pas être interprété comme indiquant que sa délégation est hostile au principe des droits de la femme. Au contraire, la Constitution mexicaine garantit spécialement ces droits.

A la demande de la représentante de la République Dominicaine, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Portugal, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Espagne, Soudan, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Albanie, Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, France, Grèce, Guatemala, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Italie, Népal, Pakistan, Pérou, Pologne.

Votent contre: Suède, Syrie, Afghanistan, Australie, Canada, Norvège.

S'abstiennent: Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Belgique, Ceylan, Danemark, Ethiopie, Finlande, Iran, Irlande, Japon, Libéria, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Philippines.

Par 41 voix contre 6, avec 15 abstentions, le sous-amendement est adopté.

26. M. DIAZ CASANUEVA (Chili), M. RIVAS (Venezuela), M. MUFTI (Syrie) et M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estiment qu'il n'est plus besoin de voter sur le point 2 des amendements de la Grèce et de l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1), puisque le texte qui résulte de l'adoption du sous-amendement de la République Dominicaine est presque identique au texte original.

27. M. PAZHWAQ (Afghanistan) estime qu'il faut observer le règlement intérieur et se prononcer sur l'amendement de la Grèce et de l'Uruguay.

28. Après un bref échange de vues, le PRESIDENT met aux voix le point 2 des amendements de la Grèce et de l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1), ainsi modifié.

A la demande de la représentante de la République Dominicaine, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Costa-Rica, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Costa-Rica, République Dominicaine, France, Grèce, Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay.

Votent contre: Danemark, Finlande, Guatemala, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Norvège, Pakistan, Philippines, Suède, Syrie, Venezuela, Yougoslavie, Afghanistan, Brésil, Birmanie, Canada, Ceylan, Chili, Chine.

S'abstiennent: Cuba, Tchécoslovaquie, Equateur, Egypte, Ethiopie, Iran, Irlande, Japon, Libéria, Mexique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Espagne, Soudan, Thaïlande, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Albanie, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Colombie.

Par 21 voix contre 7, avec 34 abstentions, l'amendement est rejeté.

29. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Afghanistan et des Pays-Bas (A/C.3/L.543) à l'alinéa b, i, de l'article 7.

A la demande du représentant du Venezuela, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Haïti, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Soudan, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Afghanistan, Australie, Belgique, Canada, France.

Votent contre: Inde, Indonésie, Irak, Israël, Italie, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Albanie, Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Grèce, Guatemala.

S'abstiennent: Iran, Irlande, Japon, Libéria, Népal, Arabie Saoudite, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Danemark, Ethiopie, Finlande.

Par 39 voix contre 11, avec 12 abstentions, l'amendement est rejeté.

30. Le PRESIDENT met aux voix le texte original de l'alinéa b, i, de l'article 7 (E/2573, annexe I, A).

Par 34 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'alinéa est adopté.

31. Le PRESIDENT met aux voix le point 3 des amendements de la Grèce et de l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1).

Par 17 voix contre 15, avec 24 abstentions, le point 3 est adopté.

32. Le PRESIDENT met aux voix le point 4 des amendements de la Grèce et de l'Uruguay (A/C.3/L.545/Rev.1).

Par 28 voix contre une, avec 27 abstentions, le point 4 est adopté.

33. Après une brève discussion, le PRESIDENT propose de ne pas mettre aux voix l'amendement du Chili et du Pérou (A/C.3/L.544), puisqu'il ne vise que la forme dans le texte espagnol.

Il en est ainsi décidé.

34. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Espagne (A/C.3/L.538).

Par 22 voix contre 8, avec 29 abstentions, l'amendement est adopté.

35. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement du Guatemala (A/C.3/L.546).

Par 30 voix contre 13, avec 18 abstentions, l'amendement est adopté.

36. M. HAMILTON (Australie) fait observer que la Commission n'a pas encore voté sur l'alinéa a du texte original, ni sur l'alinéa c, modifié conformément à l'amendement de l'Espagne.

37. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa a du texte original de l'article 7 (E/2573, annexe I, A).

Par 59 voix contre zéro, avec une abstention, l'alinéa est adopté.

38. Le PRESIDENT met aux voix l'alinéa c du texte original de l'article 7 (E/2573, annexe I, A), sous sa forme modifiée.

Par 54 voix contre zéro, avec 8 abstentions, l'alinéa ainsi modifié est adopté.

39. Le PRESIDENT fait observer que la représentante du Guatemala avait demandé que son amendement devienne l'alinéa c du texte définitif.

Il en est ainsi décidé.

40. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble de l'article 7, modifié conformément aux amendements adoptés.

A la demande du représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Pérou, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Arabie Saoudite, Espagne, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Albanie, Argentine, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Finlande, Grèce, Guatemala, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Mexique, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan.

S'abstiennent: Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Yémen, Afghanistan, Australie, Belgique, Canada, Chine, Ethiopie, France, Iran, Irlande, Japon, Italie, Pays-Bas, Norvège.

Par 42 voix contre zéro, avec 18 abstentions, l'ensemble de l'article ainsi modifié est adopté.

La séance est levée à 13 h. 40.